**Objectif spécifique**

**1.3**

**Axe d’intervention**

**1**

**Objectif stratégique**

**1**

**FEDER**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Action n°10  Accompagnement collectif et sécurisation de la cession-reprise (TPE, PME) et de la création d’entreprise | | | |
| **Dernière approbation** | 18/11/2022 | **Correspondance PO 14-20** | Actions n°6 et 7 |

**QUOI ? Contexte et objectifs**

Types de mesures correspondantes :

* Stimuler, développer et surtout pérenniser la création – reprise d’entreprises
* Créer un nouvel état d’esprit – stimuler l’esprit d’entreprendre
* Favoriser la réussite entrepreneuriale
* Assurer une offre de services adaptée à des groupes cibles présentant des caractéristiques spécifiques : structures de l’Economie Sociale et Solidaire (ESS), demandeurs d’emplois, femmes, étudiants entrepreneurs
* Stimuler, développer et surtout pérenniser la création –reprise d’entreprises
* Favoriser la réussite entrepreneuriale en favorisant la mise mettant en œuvre des conditions humaines et financières nécessaires
* Améliorer la détection et l’accompagnement technique des créations, transmissions et reprises d’entreprises
* Orienter les actions de soutien vers les secteurs géographiques et d’activités les plus critiques par une meilleure compréhension de l’évolution du tissu économique

**QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme**

**Accompagnement collectif et sécurisation de la cession-reprise (TPE, PME) et de la création d'entreprise**

Ces actions doivent permettre à des citoyens de la région Centre - Val de Loire, de créer ou de reprendre des entreprises afin de contribuer au développement économique régional.

L’observation est par ailleurs centrale pour suivre l’évolution de la création/reprise d’entreprises, favoriser les diagnostics des entreprises à céder, …

**Il s’agit d’encourager les actions permettant dès lors d’améliorer :**

* L’information et la sensibilisation à la création/transmission/reprise d’entreprise
* La détection et l’accompagnement technique et financier des créations, transmissions et reprises d’entreprises,
* Les outils d’observation, destinés à mieux comprendre l’évolution du tissu économique et anticiper les situations.
* Et d’augmenter in fine le nombre d’entreprises pérennisées sur le territoire régional, en tenant compte des secteurs géographiques et d’activités les plus critiques (Quartier Politique de la Ville, Zone de Revitalisation Rurale, …).

Typologie d’actions pouvant être accompagnées :

* Actions destinées à tous les publics, et notamment à destination de l'entreprenariat féminin visant à mieux informer, encourager, orienter, accompagner et faciliter l’accès des femmes au financement (observatoire sur l'entreprenariat féminin-concours de l'entreprenariat au féminin…).
* Accompagnement des futurs créateurs et repreneurs :
* Organisation de forums dédiés à la création–reprise,
* Réunions d’information collectives,
* Etc.
* Outils prospectifs de repreneurs potentiels et/ou d’observations sur les entreprises à céder :

. Observatoire de la création/reprise d’entreprises,

. Outils de détection de repreneurs potentiels (ex : Transentreprise),

. Diagnostics des entreprises à céder,

. Suivi collectif des jeunes entreprises nouvellement créées ou reprises

**L’accompagnement individuel à la création – reprise d’entreprises, des personnes en situation de fragilité professionnelle pourra être accompagné au titre de l’OS 4.**

**QUI ? Bénéficiaires potentiels**

Chambres consulaires ou associations intervenant dans d’accompagnement des projets de création/transmission/reprise d’entreprises, pôles d’innovation, Région Centre Val de Loire, …

**OÙ ? Territoires cibles**

Région Centre-Val de Loire

**QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets**

* Dimension régionale et partenariale
* Expérience de la structure porteuse du projet en matière d’accompagnement à la création reprise d’entreprise
* La capacité administrative mobilisable pour la production des éléments relatifs à la justification des dépenses ainsi que pour la réalisation d’un reporting exhaustif de leurs activités seront des critères déterminants de leur sélection
* Adéquation des actions proposées et des moyens humains, logistiques et financiers mis en œuvre afin d’apprécier l’implication des structures d’accompagnement dans la réalisation de leurs missions.
* Les actions de sensibilisation et de soutien aux projets ayant le plus fort impact en termes de création/reprise d’entreprises seront privilégiées tout en tenant compte de la spécificité du public visé.
* Nombre significatif de bénéficiaires par action mise en œuvre : outre l’indispensable niveau qualitatif associé aux actions finançables, le nombre de bénéficiaires potentiellement concernés par ces actions au titre des fonds européens devra être optimisé.
* Effet levier des opérations
* Contribution à l’atteinte des objectifs spécifiques du Programmes et notamment impact sur les indicateurs de réalisation et de résultat.
* Les opérations doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, et développement durable.
* Capacité financière : Les candidats doivent disposer de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir leur activité pendant toute la période d’exécution de l’action ou l’exercice subventionné et pour participer à son financement

**QUELLES CONDITIONS ? Modalités de dépôt**

Guichet (au fil de l’eau)

**QUELLES CONDITIONS ? Conditions favorisantes**

1.1 Bonne gouvernance de la stratégie nationale ou régionale de spécialisation intelligente

**QUELLES CONDITIONS ? Principes horizontaux**

Les opérations financées doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, développement durable, accessibilité aux personnes en situation de handicap et Charte des droits fondamentaux de l’UE.

**QUELLES CONDITIONS ? Respect des règles européennes**

**Régimes d’aides d’état notamment mobilisables :**

* Règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Régime général d’exemption par catégorie (RGEC)) ;
* Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides de minimis ;
* Règlement UE n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l’Union européenne aux aides de minimis accordés à des entreprises fournissant des services d’intérêt économique général ;
* Communication de la Commission relative à la notion d’« aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, C/2016/2946, OJ C 262, 19.7.2016, p. 1–50 .

**Eligibilité des dépenses :**

* Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l’Union, dit Omnibus ;
* Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d’éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d’investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027 ;

**Commande publique :**

* Code de la Commande Publique ;
* Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
* Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

**MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Dépenses éligibles**

* Dépenses d’investissement, d’équipement,
* Dépenses de personnel dédiés à l’opération,
* Dépenses de prestations externes,
* Coûts indirects (non pris en compte en dépenses directes) mise en œuvre via des options de coûts simplifiés ;
* Dépenses de communication de l’opération.

**MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Options de coûts simplifiés**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | |  | **Mobilisable sur l’action** |
| **Taux forfaitaires :** obligatoire lorsque le coût total du projet est inférieur à 200 000 € | | | **Signe du pouce levé** |
|  | **Taux de 40% :** forfaitise les coûts hors frais directs de personnel dans la limite de 40% des coûts directs de personnel | | **Signe du pouce levé** |
|  | **Taux de 15% :** forfaitise les coûts indirects dans la limite de 15% des coûts directs de personnel | | **Signe du pouce levé** |
|  | **Taux de 20% :** forfaitise les coûts de personnel directs dans la limite de 20% des coûts directs hors frais de personnel directs | | **Signe du pouce levé** |
|  | **Taux de 7% :** forfaitise les coûts indirects dans la limite de 7% des coûts directs | | **Signe du pouce levé** |
|  | Taux forfaitaire(s) applicable(s) dans d’autres politiques de l’UE pour des opérations similaires | | **Signe du pouce levé** |
| **Montants forfaitaires** | | | **Interdit** |
| **Barème standard de coût unitaire** | | | **Interdit** |

**MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Taux d’aide applicables et seuils d’intervention FEDER**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible**  (sous réserve de la règlementation en matière d’aide d’Etat) | **60%** | **Régimes d’aides applicables :**   * Toute base juridique pertinente, notamment en recherche, développement et innovation (RDI). * Régime Général d’Exemption par Catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014. * Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis SIEG (Services d’Intérêt Économique Général). * Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis. |
| **Montant de l’aide FEDER (minimum/maximum)** | | **Minimum : 50 000 € par projet** |

**MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Autres cofinanceurs mobilisables (liste non exhaustive)**

* Etat
* Région
* Autres collectivités territoriales

**PERFORMANCE  Indicateurs de réalisation et de résultat**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Type** | **Numéro** | **Intitulé** | **Valeur 2024** | **Valeur 2029** | **Pièces justificatives** |
| **Réalisation** | RCO01 | Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont : micro, petites, moyennes, grandes) | 1 170 | 2 340 | Liste n° SIRET |
| **Réalisation** | RCO04 | Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier | 1 170 | 2 340 | Liste n° SIRET |
| **Réalisation** | RCO05 | Nouvelles entreprises bénéficiant d’un soutien | 1 170 | 2 340 | Liste n° SIRET |
| **Résultat** | RCR17 | Nouvelles entreprises toujours en activité |  | 1 638 | Transmission des données INSEE |

**PERFORMANCE  Cibles financières à atteindre sur l’action**

**2 700 000 €**

**PERFORMANCE  Instruments financiers applicables**

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Mobilisable sur l’action** |
| 1 – Subvention non remboursable | **Signe du pouce levé** |
| 2 – Subvention remboursable | **Interdit** |
| 3 – Soutien par le biais d’instruments financiers : capital risque et de fonds propres ou équivalent | **Interdit** |
| 4 – Soutien par le biais d’instruments financiers : prêt ou équivalent | **Interdit** |
| 5 – Soutien par le biais d’instruments financiers : garantie ou équivalent | **Interdit** |
| 6 – Soutien par le biais d’instruments financiers : bonifications d’intérêt, contributions aux primes de garantie, soutien technique ou équivalent | **Interdit** |

**ADMINISTRATION Partie réservée à l’administration**

**Service instructeur :** service PO FEDER-FSE – Direction Europe et International – Conseil régional Centre-Val de Loire

**Services et organismes consultés pour avis :**

* Direction de l’Enseignement Supérieur, de la Recherche et du Transfert de Technologies (DESRTT) – Conseil régional Centre-Val de Loire
* Direction de l’Economie (DE) – Conseil régional Centre-Val de Loire (dossiers entreprises)
* DRRT Centre-Val de Loire
* DIRECCTE Centre-Val de Loire
* DREAL pour les projets avec un minimum d’aide FEDER de 2M€ et lorsque ce même projet n’est pas déjà soumis à une évaluation environnementale ou étude d’impact.

**Organismes à consulter pour information :** sans objet

**ADMINISTRATION Catégories d’intervention**

|  |  |
| --- | --- |
| **Domaine d’intervention** | 024 Services d'appui avancé aux PME et groupes de PME (y compris services de gestion, de commercialisation et de conception) |
| **Forme de financement** | 01 Subvention |
| **Mécanisme d’application territorial et approche territoriale** | 33 Autres approches - Pas de ciblage géographique |
| **Egalité entre les hommes et les femmes** | 02 Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes  03 Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes |

**CONTACT Service(s) en charge de l’instruction des dossiers**

**Contact :** Conseil régional Centre-Val de Loire, Direction Europe et International, Service Programmation des Fonds européens FEDER FSE+

 : [ext-europe@centrevaldeloire.fr](mailto:ext-europe@centrevaldeloire.fr)